

de la procédure ouverte en 1997 à l'encontre du mari de Benazir Bhutto et d'un avocat, soupçonnés de blanchiment aggravé.¹⁶⁷ 10 jours après, Asif Ali Zardari était élu président de la République du Pakistan... Pour Bernard Bertossa, l'ancien procureur général de Genève, qui avait mené l'enquête, « *cette décision est incompréhensible ! Le dossier contenait des éléments largement suffisants pour faire juger M. Zardari, ainsi que l'avocat genevois qui avait mis sur pied les mécanismes de blanchiment.* »¹⁶⁸

Le reste des fonds détournés par le couple, estimés à plus de deux milliards \$, ne devrait cependant plus être inquiété suite à l'amnistie pakistanaise. Les autorités d'Islamabad, comme l'a montré Jeremy Carver, juriste britannique à la 11^e Conférence internationale contre la corruption¹⁶⁹, avaient eu beaucoup de mal à engager des procédures de gel des avoirs de B. Bhutto dans d'autres pays que la Suisse, notamment au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les conditions requises par les autorités étrangères étaient souvent trop complexes. Les autorités américaines auraient même proposé de verser une prime aux Iles Caraïbes en échange d'informations sur les comptes de l'ancienne Première ministre pakistanaise... curieuse de façon de procéder !

167 Associated Press, 25 août 2008, « Fin de la procédure suisse dans l'affaire Bhutto ».

168 Bernard Bertossa, *La justice, les affaires, la corruption*, Éditions Fayard, 2008, p.173.

169 Jeremy Carver, 26 mai 2003, « Workshop on State looting: returning Abacha's stolen millions », *XI^e Conférence internationale contre la corruption*, Séoul.

Chili

AUGUSTO PINOCHET

Contexte

Augusto Pinochet a instauré pendant plus de dix sept années une dictature militaire au Chili (1973-1990). Ensuite, il reste commandant en chef de l'armée chilienne jusqu'en 1998 et sénateur à vie. Plusieurs procédures ont été tentées en Espagne et au Chili pour le faire condamner pour crimes contre l'humanité. Durant la dictature, 3 197 Chiliens ont été assassinés, plus de 28 000, torturés par ses troupes et plus de 130 000 personnes, arrêtées pour des raisons politiques.¹⁷⁰ En octobre 1998, un juge espagnol, Baltazar Garzon, fait arrêter Pinochet à Londres et demande son extradition, alors que celui-ci était venu se faire opérer. Après plusieurs mois de tergiversations¹⁷¹, le gouvernement britannique met fin le 2 mars 2000 à la procédure d'extradition pour des raisons médicales. Libéré, Augusto Pinochet retournera au Chili où il décède le 10 décembre 2006.

Ces dix sept années de répression ont aussi été marquées par la corruption et les détournements de fonds publics. On ne saura jamais précisément combien Pinochet a détourné pour son enrichissement personnel, car toutes les procédures et enquêtes à son encontre ont pris fin à sa mort, mais le journal *The*

170 Chiffres de la Commission Vérité et Réconciliation au Chili.

171 Chronologie disponible sur <http://www.lexpress.fr/info/monde/dossier/chili/dossier.asp?ida=403737>.

172 Kim Sengupta, février 1999, « Les millions du général Pinochet », *The Independent* (traduit dans *Courrier International* du 25 février 1999).

173 « Le secret de la fortune Pinochet », 3 août 2006, *Courrier International*.

174 Voir *Le Monde*, 15 décembre 2004 et *The Santiago Times*, 9 décembre 2004, « Chile's Pinochet received US\$ 12 million from US and other countries, paper says. »

175 Claire Martin, 19 octobre 2005, « La justice chilienne s'intéresse au magot de Pinochet », *Le Monde*.

176 Kim Sengupta, février 1999, « Les millions du général Pinochet », *The Independent* (traduit dans *Courrier International* du 25 février 1999).

Independent indiquait en 1999 que Pinochet aurait amassé une fortune de plusieurs dizaines de millions de livres.¹⁷² Les juges chiliens l'estiment, eux, à près de 27 millions \$. Une fortune colossale quand on la compare aux 1,2 million de dollars qu'aurait pu accumuler, sans rien dépenser tout au long de sa vie, le général Pinochet en tant que fonctionnaire aux plus hautes fonctions de l'État. À son arrivée au pouvoir, le général Pinochet ne possédait qu'une modeste maison et une voiture. Le sujet fait toujours l'objet d'un débat au Chili. En juillet 2006, l'ancien chef de la police secrète, M. Contreras, affirmait que la fortune amassée par Pinochet provenait en partie du trafic de drogue organisé par son fils et en partie des fonds secrets de l'armée chilienne¹⁷³. La dette du dictateur atteint pour sa part les 12,8 milliards \$.

Le dictateur chilien a notamment profité de la guerre froide pour s'enrichir. Entre 1974 et 1997, il aurait reçu plus de 12,3 millions \$ à titre de « commissions de services et de voyages à l'étranger. » Selon les informations du *New York Times* reprises par le *Santiago Times*, Pinochet aurait reçu 3 millions \$ des États-Unis, 1,5 million \$ du Paraguay, un million de la Chine, et d'autres millions \$ du Royaume-Uni, de Malaisie et du Brésil (paiements combinés).¹⁷⁴ Pinochet aurait aussi reçu des pots-de-vin sur des contrats d'armement. Le plus important fabricant d'armes du Royaume-Uni, BAE Systems, aurait versé plus de 2 millions de dollars à Pinochet entre 1997 et 2004. La justice chilienne enquête aussi sur l'achat de 25 Mirages belges en 1994, de tanks Léopard hollandais, de 22 chars à la fabrique suisse Mowag et sur la vente illégale de 12 tonnes d'armement à la Croatie, en pleine guerre des Balkans.¹⁷⁵ Les Pinochet détenaient, par ailleurs, de nombreuses entreprises chiliennes prometteuses comme Soquimich, premier producteur chilien d'iode et d'engrais azotés. Cette entreprise a été privatisée sous Pinochet et a rapporté un argent fou à ses nouveaux propriétaires. L'ancien dictateur chilien a aussi présidé aux destinées de la société sucrière Iansa, de la compagnie d'électricité Endesa et du groupe industriel d'État Corfo.¹⁷⁶

Il ne possédait pas moins de quatorze propriétés au Chili, dont celle au cœur de Lo Barnechea, le quartier résidentiel le plus luxueux de Santiago : une propriété de plus de 5 000 m² !

Procédures

Pinochet aurait détenu de nombreux comptes dans des établissements bancaires aux États-Unis, en Espagne, au Royaume-Uni (à la City de Londres) et en Suisse, mais aussi **au Chili** où plusieurs enquêtes ont été menées pour fraude fiscale. Un juge chilien, S. Muñoz, a établi qu'entre 1980 et 2004, A. Pinochet aurait commis des fraudes fiscales pour près de 9 millions de dollars. Il a mis sous séquestre onze propriétés de l'ex-dictateur. La femme du général, Lucia Hiriart, et son fils cadet, Marco Antonio Pinochet, ont été arrêtés le 10 août 2005 pour complicité de fraude fiscale, sur ordre du juge Sergio Muñoz. L'immunité de Pinochet a été levée en octobre 2005 sur les affaires de corruption. Il a donc été inculpé et assigné à résidence en novembre 2005, mais n'a jamais pu répondre des faits qui lui étaient reprochés devant une cour chilienne. Son décès en décembre 2006, à l'âge de 91 ans, remet en cause l'ensemble des procédures lancées à son encontre.

En octobre 2007, c'est sa famille et ses plus proches collaborateurs qui sont rattrapés par la justice chilienne et arrêtés. Le juge Carlos Cerda a inculpé une vingtaine de personnes en raison « d'importantes indications tendant à prouver qu'ils

avaient participé au détournements de fonds publics pendant la dictature »¹⁷⁷. Ils ont été remis en liberté provisoire après deux jours de détention en attendant une nouvelle convocation de la justice. La présidente actuelle du Chili, Michèle Bachelet, s'est félicitée de la détermination de son pays à enquêter sur la corruption du régime Pinochet.

Les procédures d'enquête ouvertes au Chili pour détournements de fonds, fraudes fiscales et blanchiment d'argent font suite aux révélations de la Commission du Sénat américain qui a enquêté, de 1999 à 2001, à l'initiative du sénateur démocrate Carl Levin, sur les comptes de l'ancien dictateur chilien **aux États-Unis** et son épouse. Cette commission a publié un premier rapport le 15 juillet 2004 et un complément le 16 mars 2005. Ces deux rapports¹⁷⁸ révèlent l'existence de plus de 125 comptes bancaires appartenant à Pinochet dans divers établissements aux USA mais aussi dans des paradis fiscaux. Pinochet utilisait de fausses identités comme « Daniel Lopez » ou « John Long » et des faux passeports diplomatiques pour retirer des fonds. La Commission du Sénat a souligné le rôle joué par la banque américaine Rigg's Bank, où étaient déposés plus de 30 millions \$. Elle met en cause les responsables de la banque, qui ont permis que Pinochet dépose de l'argent provenant de détournements de fonds publics et de blanchiment d'argent. Le personnel de la Rigg's Bank a facilité le transfert de fonds à travers le monde à la fin des années 90, alors qu'une Cour de justice espagnole, où il était poursuivi pour violations des droits de l'Homme et génocide, avait réclamé en 1998 le gel de tous les avoirs du dictateur à l'étranger. Tandis que Pinochet était arrêté à Londres, où il demeura pendant 500 jours, la Rigg's Bank aurait transféré 1,6 million de dollars d'Angleterre aux États-Unis et monté des opérations fictives, dans des paradis fiscaux, pour mettre ces capitaux à l'abri de la justice, en cachant l'identité de leur propriétaire. La Rigg's Bank fut condamnée en janvier 2005 à payer une amende de 16 millions \$ pour violation de la loi et, en février 2005, Joseph et Robert Allbritton, propriétaires de la banque depuis trente ans et proches de la famille Bush, payèrent un million \$ d'amende et versèrent 8 millions \$ à une fondation chilienne chargée d'assister les victimes du régime Pinochet. En échange, la cour espagnole abandonna toute poursuite pénale et civile contre le personnel et la direction de la Rigg's Bank.¹⁷⁹

Outre la Rigg's Bank, une banque suisse basée en Floride a gelé, sur ordre de la Cour de justice fédérale américaine, un million \$. Cet argent a été restitué par la suite au Chili sur un compte spécial, créé par le juge chilien en charge de l'enquête, S. Muñoz.¹⁸⁰

EN SUISSE, malgré plusieurs interpellations de députés au Conseil Fédéral, aucune décision politique ou judiciaire n'a été prise pour demander le séquestre des comptes du dictateur chilien. Pourtant, le Sénat américain considère que la Suisse est un des pays où est cachée une partie du trésor de Pinochet.¹⁸¹ En octobre 1998, le juge espagnol Baltazar Garzon a d'ailleurs appelé la Suisse et le Luxembourg à geler les comptes bancaires que l'ex-dictateur du Chili aurait pu y avoir. En gelant les comptes, le juge espagnol veut empêcher Pinochet de mettre son capital à l'abri au cas où il serait jugé en Espagne et condamné à verser des amendes ou des dommages et intérêts. En février 1999, le Conseil fédéral a répondu qu'il attendait une demande d'entraide judiciaire formelle pour bloquer les comptes, ne jugeant pas utile de se servir de l'article 102-8 de la Constitution qui lui permet de demander le blocage des comptes avant même toute demande de l'État spolié (article pourtant utilisé pour bloquer les fonds

177 Associated Press, 6 octobre 2007, « Les proches de Pinochet sortent de prison ».

178 Rapports des sénateurs Carl Levin et Norm Coleman, 15 juillet 2004, *Money laundering and foreign corruption: Enforcement and effectiveness of the Patriot Act*, Permanent subcommittee on Investigations et 16 mars 2005, *Money laundering and foreign corruption: Enforcement and effectiveness of the Patriot Act-Supplemental staff report on US accounts used by Augusto Pinochet*.

179 Timothy L. O'Brien et Larry Rohter, 12 décembre 2004, « The Pinochet money trail », *The New York Times*. Voir aussi Patrick Jarreau, 17 juillet 2004, « Le Sénat américain, l'argent de Pinochet et les drôles de transactions de la banque Riggs », *Le Monde*.

180 Steve Anderson, 15 août 2005, « Pinochet bank account in Florida impounded », *The Santiago Times*.

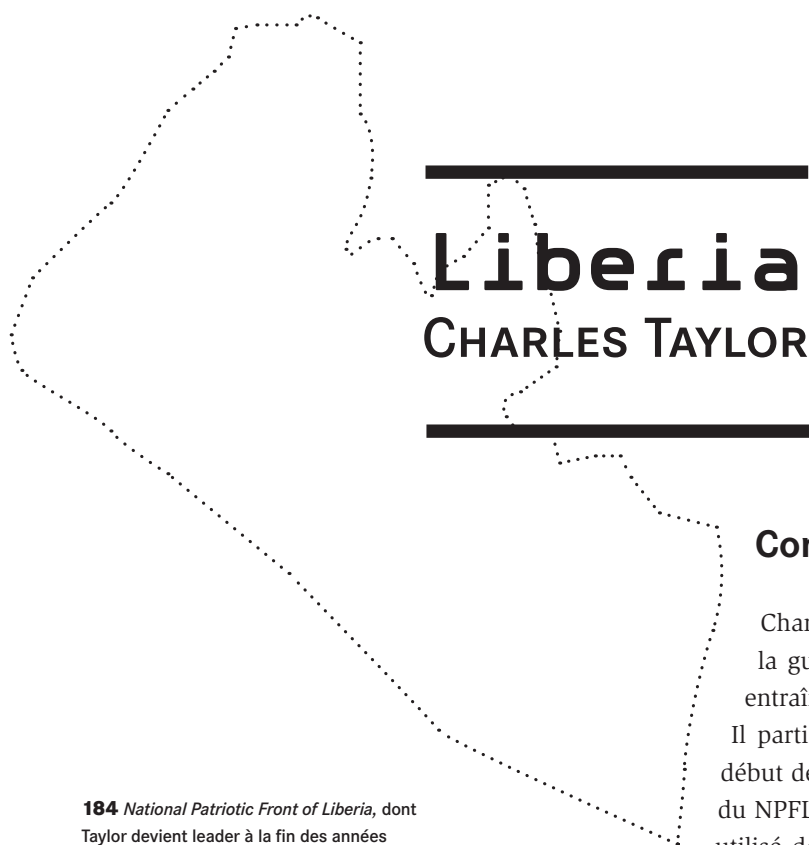
181 *24 Heures*, 2-3 avril 2005, « La justice chilienne demande un droit de regard sur les comptes d'Augusto Pinochet. »

182 Conseil fédéral suisse, 17 février 1999, réponse à une question de Jean Ziegler du 30 novembre 1998.

183 Christine Legrand, « Le général Pinochet aurait placé des lingots d'or à Hongkong », *Le Monde*, 26 octobre 2006.

Marcos et Duvalier).¹⁸² Le 16 mars 2006, l'Office fédéral de la justice reçoit une demande d'entraide datée du 10 janvier sur les comptes du dictateur et de ses proches. La justice chilienne lui demande de transmettre les documents bancaires, mais pas de bloquer les comptes. Après la mort du dictateur, la procédure est abandonnée.

Le dernier coup d'éclat avant la mort du dictateur, en décembre 2006, fut la découverte de 9 620 kg d'or, sous forme de lingots au nom de Pinochet dans les coffres de la banque HSBC à Hong Kong. Le butin représente, au cours actuel, la coquette somme de 190 millions de dollars.¹⁸³



184 *National Patriotic Front of Liberia*, dont Taylor devient leader à la fin des années 1980.

185 *Revolutionary United Front*, fondé par Foday Sankoh, qui fera alliance avec Taylor.

186 Lydia Polgreen et Marlise Simons, 14 juin 2007, « Panel says liberian ex-leader's wealth hasn't vanished », *New York Times*.

187 Cecil Franweah Frank, 18 avril 2006, « The other dimension of Charles Taylor Saga: return of stolen funds », *The Perspective*, Atlanta.

188 *Baltimore Sun*, MD 1er Août 2003 – « More than troops » par Emira Woods et Carl Patrick Burrowes.

Contexte

Charles Taylor fut l'un des principaux protagonistes dans la guerre civile qui secoua le Liberia de 1989 à 1996, qui entraîna la chute de l'ancien président libérien Samuel Doe. Il participa également à la guerre civile au Sierra Leone au début des années 90. Il est tristement célèbre, avec les troupes du NPFL¹⁸⁴ au Liberia et du RUF¹⁸⁵ en Sierra Leone, pour avoir utilisé des châtiments particulièrement cruels, dont l'amputation des bras, comme tactique de guerre. À la fin de la guerre civile au Liberia, il fut élu président d'un Liberia saisi par la peur en 1997 et restera au pouvoir jusqu'en 2003. Le 29 mars 2006, il est arrêté au Nigeria, où il était en exil depuis sa chute. Il est détenu, depuis fin juin 2006, à La Haye où il est inculpé pour crimes de guerre. Son procès a débuté le 4 juin 2007 devant le tribunal spécial international pour la Sierra Leone et le Liberia et devrait durer jusqu'à fin 2009. Par une décision particulièrement contestable, le tribunal lui a reconnu le « statut de partiellement indigent », lui allouant quelques 50 000 dollars par mois et un avocat commis d'office pour sa défense, alors que le *New York Times*, en juin 2007, affirmait que C. Taylor détiendrait environ un demi-milliard de dollars d'actifs financiers cachés au Liberia et au Nigeria, citant un rapport de la *Coalition for International Justice* remis à l'ONU.¹⁸⁶

L'ONG *Global Witness* évalue à plus de 3 milliards \$ les fonds du clan Taylor qui seraient placés aux États-Unis, en Suisse et dans d'autres paradis fiscaux.¹⁸⁷ En 2003, deux universitaires américains (Emira Woods et Carl Burrowes) estimaient, eux, à 3,8 milliards \$ les fonds libériens placés sur des comptes en Suisse.¹⁸⁸